

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 13/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PECHINEY BATIMENT – RIO TINTO

60 Avenue Charles de Gaulle
92200 Neuilly-sur-Seine

Chantier Montana de la plateforme chimique de Salindres

Références : Réf : 2025-05-262
Code AIOT : 0006601578

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/05/2025 au niveau du chantier Montana de la plateforme chimique de Salindres implanté Quartier Usine 30340 SALINDRES. L'inspection a été annoncée le 09/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du suivi de l'avancement des travaux de réhabilitation prescrit par l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2020 à la société Pechiney Bâtiment en qualité de tiers demandeur pour la réalisation des opérations de réhabilitation des anciens bassins de stockage de déchets dits B2 et DIB.

Ces travaux, qui ont débuté en octobre 2020, ont été interrompus fin 2021 pour des raisons techniques. Préalablement à la reprise de ce chantier, un programme d'investigations complémentaires géotechniques, géophysiques et hydrogéologiques a été engagé par le tiers

demandeur au premier semestre 2023. Pendant la phase d'interruption du chantier et de réalisation des investigations complémentaires, les mesures de surveillance et de maîtrise des impacts, notamment en matière de collecte et traitement des lixiviats se sont poursuivies. L'année 2025 marque la reprise du chantier de réhabilitation ainsi que la mise en place d'un pilote pour le traitement des PFAS retrouvés dans les lixiviats.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOLVAY Rhodia Opérations
- Quartier Usine 30340 SALINDRES
- Code AIOT : 0006601578
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La plateforme de Salindres connaît une activité industrielle depuis la fin du XIX^{ème} siècle. Dans l'histoire de l'exploitation de cette plateforme les résidus de production (résidus de bauxite ou boues rouges, et sulfate de calcium majoritairement) ont historiquement été stockés dans plusieurs bassins de décantation dont en particulier le bassin dit B2. Ces entreposages historiques ont généré une contamination des eaux souterraines piégées dans les déchets qui impacte les eaux de surface en aval hydraulique, via la résurgence des lixiviats. Dans ce contexte l'inspection des installations classées a prescrit par arrêté préfectoral la mise en œuvre d'un plan de réhabilitation visant la suppression des impacts environnementaux sur les eaux de surface. L'activité industrielle de la plateforme de Salindres est ancienne et plusieurs exploitants se sont succédés. Ainsi, même si la société Rhodia Opérations est l'actuel propriétaire des terrains de la plateforme, la principale zone de dépôt des résidus est sous maîtrise foncière de la société Pechiney Bâtiment (groupe Rio Tinto). Dans ce cadre, Rhodia Opérations prend la responsabilité d'exploitant unique de ces anciennes zones de stockage de déchets, au titre de la législation des ICPE. C'est avec le dispositif tiers-demandeur que Pechiney Bâtiment assure la réhabilitation des zones dites B2, bassins adjacents et DIB, dont il possède la maîtrise foncière (30 ha). Pour ce faire, Pechiney Bâtiment a sollicité l'accord du préfet, en accord avec l'exploitant (Rhodia Opérations en l'occurrence), pour mettre en œuvre son projet de réhabilitation pour un usage comparable à la dernière période d'exploitation. Conformément aux dispositions du code de l'environnement, le mémoire de réhabilitation porté par la société Pechiney Bâtiment a fait l'objet d'une instruction et les travaux sont encadrés par l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2020, opposable à la société Pechiney Bâtiment.

Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Surveillance environnementale du chantier	Arrêté Préfectoral du 23/09/2020, article 4.4.V	Demande d'action corrective	3 mois
5	Identification des PFAS	Arrêté Préfectoral du 17/10/2024, article 3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance environnementale du chantier	Arrêté Préfectoral du 23/09/2020, article 4.4.II	Sans objet
2	Surveillance environnementale du chantier	Arrêté Préfectoral du 23/09/2020, article 4.4.IV	Sans objet
4	Surveillance environnementale du chantier	Arrêté Préfectoral du 23/09/2020, article 4.4.VI	Sans objet
6	Quantification des émissions	Arrêté Préfectoral du 17/10/2024, article 4	Sans objet
7	Etude sur la réduction des niveaux d'émission	Arrêté Préfectoral du 17/10/2024, article 6	Sans objet
8	Travaux de réhabilitation	Arrêté Préfectoral du 11/12/2023, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Après 2 années d'interruption pour réalisation d'investigations complémentaires, le chantier Montana reprendra au second semestre de l'année 2025. Les travaux vont permettre de réaliser d'ici mi 2026 le remodelage et la pose de la couverture étanche sur les anciens stockages de déchets. En parallèle l'exploitant a engagé une phase pilote pour le traitement des PFAS contenues dans les lixiviats dans l'optique de proposer une solution de traitement à l'échelle industrielle en 2026.

La surveillance réalisée sur les lixiviats montre par ailleurs des dépassements de la valeur limite en zinc qui traduisent une dégradation du système de traitement mis en œuvre. Des actions correctives doivent être apportées à court terme pour retrouver la conformité et les justificatifs transmis à l'inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance environnementale du chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2020, article 4.4.II
Thème(s) : Risques chroniques, Station de traitement des lixiviats
Prescription contrôlée : La conception et la performance de la station mobile de traitement des lixiviats permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elle est entretenue, exploitée et surveillée de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations. Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement de l'installation de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche de l'installation de traitement des eaux sont mesurés périodiquement et portés sur un registre. La conduite de cette installation est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation

initiale et continue. Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Constats :

L'installation d'ultra-filtration (UF) a été redimensionnée en 2023 pour permettre de traiter un flux de 15 m³/h, contre 5 m³/h précédemment. En outre, des dépassements des valeurs limites en concentration sur certains métaux (arsenic et molybdène) étaient observés en sortie de ce traitement. Pour corriger ces écarts le tiers demandeur a mis en place à l'été 2023 un traitement complémentaire par filtration (substrat à base d'oxydes de fer). Malgré des premiers résultats encourageant ce traitement complémentaire s'est avéré insuffisant pour réduire les émissions de molybdène au niveau imposé par l'arrêté préfectoral. Une nouvelle installation de filtration dimensionnée de manière plus importante a ainsi été mise en place au premier trimestre 2024, permettant de retrouver la conformité. Les performances du système de filtration se sont dégradés au dernier trimestre 2024, ce qui a nécessité deux opérations de régénération réalisées début 2025, avant que la décision soit prise de renouveler le filtre.

Un incident sur le groupe électrogène alimentant la station a conduit à une suspension du traitement des effluents Montana du 29 août au 7 octobre 2024. Ainsi, sur cette période, aucun rejet d'effluents Montana vers les installations du GIE n'a eu lieu.

Le groupe électrogène a été remis en service le 8 octobre en mode dégradé (réservoir du groupe rempli manuellement quotidiennement). Ce mode dégradé se traduit par un fonctionnement par batch traités de 10 m³/h correspondant à un volume hebdomadaire traité de l'ordre de 840 m³ (équivalent à un traitement en continu de 5 m³/h). La station de traitement sera remise en service en mode normal (traitement en continu) lorsqu'elle sera raccordée au réseau électrique ENEDIS (raccordement prévisionnel juin 2025).

En 2024, 32 330 m³ de lixiviats ont été traités par la station.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance environnementale du chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2020, article 4.4.IV

Thème(s) : Risques chroniques, Points de rejets

Prescription contrôlée :

Effluents dirigés vers le bassin B3S exploité par le GIE Chimie durant la première phase du chantier. Aucun rejet n'est effectué directement vers le milieu naturel, sans traitement préalable permettant d'assurer le respect des valeurs limites imposées par le présent arrêté

Constats :

Les résurgences sont collectées vers deux bassins : B3NN d'un volume de 1155 m³ et B5N d'un volume de 2233 m³. Le transit des lixiviats par ces bassins permet d'alimenter à débit régulier (un peu inférieur à 5 m³/h) l'unité de traitement des lixiviats.

Les lixiviats traités sont dirigés vers le bassin B3S du GIE Chimie avant rejet unique vers le milieu par le GIE Chimie après contrôle de la qualité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans le cadre du plan de gestion révisé le tiers demandeur prévoit de revoir l'organisation des bassins ainsi que le système d'interception et de collecte des lixiviats. Le bassin B3NN sera comblé pour assurer le confortement de la digue sud et le bassin B5N sera étanché. En outre le tiers demandeur prévoit la création d'un écran hydraulique étanche entre sa zone de bassins et celle du GIE.

L'exploitant transmet sous trois mois une évaluation des impacts liés à ces évolutions tant sur le débit envoyé à la station de traitement des lixiviats au regard de la capacité de l'installation, que sur la circulation des eaux souterraines (impact hydrogéologique global pour assurer l'absence de désordre dans l'écoulement des eaux souterraines ou la création par effet induit de nouvelles résurgences).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance environnementale du chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2020, article 4.4.V

Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des effluents rejetés

Prescription contrôlée :

Le tiers demandeur respecte, avant rejet des eaux traités dans les installations du GIE Chimie, les valeurs limites ci-dessous définies. Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière. L'émissaire (point de rejet vers le B3S ou rejet unique Pechiney Bâtiment vers l'Arias) est équipé d'un moyen de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement. Au moins une fois par an, ces mesures sont réalisées par un laboratoire tiers agréé par le ministère en charge de l'Ecologie.

Constats :

Les résultats bimensuels de l'année 2024 et du premier semestre 2025 ont été présentés. Ces résultats font apparaître, des dépassements ponctuels sur la valeur limite en concentration pour le molybdène durant l'été 2024 (maximum 280 µg/L pour une valeur limite de 100 µg/L) et pour le zinc au dernier trimestre (entre 1,2 et 1,6 mg/L vs une valeur limite à 0,8 mg/L). La dégradation des résultats observés sur ces métaux est liée à la saturation du filtre GEH mis en œuvre, essentiellement du fait de la présence de sulfates. L'exploitant a procédé début 2025 et en avril à la régénération du filtre.

Malgré les actions correctives de régénération, le zinc présente toujours en 2025 des valeurs qui dépassent la valeur limite en concentration dans les mêmes proportions.

Le tiers demandeur a ainsi pris la décision de procéder au remplacement du filtre GEH. Suite à ce retour d'expérience la durée de vie du filtre est estimée à environ 1 an au maximum.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sur la base du retour d'expérience du fonctionnement de la station, l'exploitant doit mettre en place une procédure visant à prévenir la dégradation du filtre GEH mis en place pour traiter les métaux (zinc et molybdène notamment) afin d'anticiper sa régénération ou remplacement et ainsi

assurer le maintien des performances pour garantir la conformité des rejets en tout temps. L'exploitant doit présenter et réaliser les actions correctives pour assurer sous trois mois le retour à la conformité sur les rejets en zinc vers le GIE Chimie. Les justificatifs sont à transmettre à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Surveillance environnementale du chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2020, article 4.4.VI
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de la qualité de l'Arias
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'eau de l'Arias fera l'objet d'un suivi physico-chimique semestriel aux points ARIASAm, ARIAS43, ARIAS47 et ARIAS49 (Cf. Plan de localisation des stations de surveillance de l'Arias en Annexe 3). De plus, afin d'évaluer la qualité écologique du cours d'eau, un suivi hydrobiologique complémentaire du cours d'eau sera réalisé annuellement, au printemps, sur les deux compartiments biologiques suivants : les invertébrés benthiques et les diatomées. L'ensemble des analyses est effectué selon les normes en vigueur utilisées pour déterminer l'état écologique et chimique du milieu. Les résultats de ces suivis sont compilés et analysés par le tiers demandeur. Ces résultats sont notamment confrontés aux critères de bon état chimique et écologique des cours d'eau définis par la directive européenne cadre sur l'eau et sur les textes la transposant en droit français. Les résultats des mesures, accompagnés de l'ensemble des commentaires et justifications nécessaires à leur interprétation, sont transmis au préfet du Gard, suivant des modalités définies en accord avec l'Inspection de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place un suivi hydrochimique et écologique de l'Arias étendu à la masse d'eau de l'Avène. Ce suivi concerne dix stations de mesures sur l'Arias , l'Avène et le ruisseau de Planquette et porte sur les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les invertébrés et les diatomées au travers des protocoles normalisés MCPE et IBD pour la définition de l'état écologique, à une fréquence annuelle (campagne printemps) ; - les éléments physico-chimiques (température, pH, conductivité, oxygène dissous, MES, DCO, DBO5, NO3-, NO2-, PO42-, Ptotal ainsi que le débit) utilisés pour l'évaluation de l'état écologique des masses d'eau et cours d'eau, ainsi que quelques molécules spécifiques aux effluents de la plateforme chimique (Cl, SO42-, F-, Al, As, Ni, Cu, Cr, Fe, Mo, Mn, V, Zn), à fréquence semestrielle. <p>Les résultats du dernier rapport de suivi écologique des eaux de surface, daté d'avril 2025 a été présenté.</p> <p>Le suivi des paramètres physico-chimique met en évidence des stations en meilleur état que les années précédentes. La station Ruisseau de Planquette aval montre ainsi des valeurs de saturation en oxygène, de pH et de conductivité correspondant à un très bon état selon l'arrêté du 9 octobre 2023 ou à une très bonne qualité selon la grille Qualité de l'eau du SEQ-Eau V2, tandis que des valeurs inférieures au bon état étaient observées pour certains paramètres les années précédentes. La même amélioration est constatée sur l'Arias et l'Avène. Les résultats des analyses de matières organiques et nutriments montrent également une amélioration. Par exemple, les concentrations en chlorures, en MES, en sulfates et en orthophosphates montrent une diminution</p>

par rapport à 2023. Les résultats des analyses de métaux montrent une réduction de la concentration de plusieurs contaminants tels que le zinc dissous, le fer, le chrome, le manganèse, et le molybdène, en particulier au niveau du Ruisseau de Planquette aval et du rejet de la plateforme de Salindres. Cette amélioration est essentiellement due aux conditions pluvieuses de l'année 2024 qui a généré des débits des cours d'eau plus importants qui ont plus dilué les apports des rejets de la plateforme et réduisant ainsi l'impact sur la qualité physico-chimique des cours d'eau.

Pour l'Avène, en aval de la confluence avec l'Arias, les paramètres déclassant pour l'année 2024 sont l'arsenic et le zinc (état moyen).

En 2024, le diagnostic révèle pour le ruisseau de Planquette un état biologique est considéré comme « Moyen » au niveau des deux stations suivies. L'Arias amont jusqu'à l'amont du rejet de la plateforme chimique de Salindres où le « bon état » voire le « très bon état » biologique est atteint selon le paramètre « diatomées ». L'Arias en aval de la plateforme chimique de Salindres où l'état biologique « moyen » a été déterminé selon le paramètre « diatomées ». L'Avène en amont de la confluence avec l'Arias, où l'état biologique « médiocre » a été déterminé selon le paramètre « diatomées ». L'Avène en aval de la confluence avec l'Arias où l'état biologique « moyen » a été déterminé selon le paramètre « diatomées ». Comme en 2022 et 2023, au regard de l'IBD, aucun impact significatif de l'Arias sur l'Avène n'est enregistré en 2024. Enfin, en aval de la zone d'étude, au niveau de Saint-Privat-des-Vieux, la note IBD et l'état biologique restent similaires entre 2022 et 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Identification des PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2024, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Identification des PFAS

Prescription contrôlée :

Le tiers demandeur établit la liste exhaustive des substances PFAS susceptibles d'être émises dans les rejets aqueux issus du traitement des lixiviats provenant des anciens bassins dits « B2 » et « DIB ».

Le tiers demandeur identifie toutes les sources potentielles d'émissions dans l'eau des substances PFAS issues des résurgences des anciens bassins dits « B2 » et « DIB ».

Ces listes, sous un délai maximal de 3 mois, sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées, et mises à jour si nécessaire.

Constats :

La liste des PFAS susceptibles d'être retrouvées a été établie à partir de l'historique de Solvay (TFA, TA, TFSK et TFMB), ainsi qu'à partir des analyses faites sur les PFAS issues de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 (28 PFAS). Au final les PFAS issues de la production de Solvay ont été retenues : TFA, TA, TFSK et TFMB.

La méthodologie utilisée et la liste des PFAS prises en compte ne sont toutefois pas formalisées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le tiers demandeur doit formaliser la liste des PFAS retenues et la transmettre à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Quantification des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2024, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Quantification des émissions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le tiers demandeur quantifie les émissions des effluents liquides issus de ses installations avant rejet dans les installations du GIE Chimie sur la base des substances identifiées à l'article 3 du présent arrêté. Les résultats de cette quantification sont transmis à l'inspection des installations classées sous un délai de 5 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le tiers demandeur a quantifié les émissions de PFAS en sortie de l'unité d'ultrafiltration sur les composés suivants en s'appuyant sur les mesures réalisées par le laboratoire Agrolab :</p> <ul style="list-style-type: none"> - TFA avec une concentration moyenne mesurée à 7,56 mg/L - TA avec une concentration moyenne mesurée à 0,59 mg/L - TFSK pour lequel le tiers demandeur a rencontré des difficultés de mesures. Les mesures sont effectuées depuis le mois de mars. Les valeurs présentées s'élèvent à environ 60 µg/L - TFMB avec une concentration moyenne mesurée à 65 µg/L <p>En outre le CDFA a également été mesuré avec une concentration moyenne mesurée à 0,93 mg/L. Les PFAS issus de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 (28 PFAS) ont également été mesurés lors d'une campagne. Les résultats de ces PFAS sont individuellement inférieurs à 100 ng/L. Certains d'entre eux ont été quantifiés (seuil de quantification 20 ng/L) : le PFOA (53 ng/L) , le PFBA (59 ng/L) ; le PFPeA (69 ng/L), le PHxA (43 ng/L), le PFHpA (20 ng/L), le L-PFBS (33 ng/L).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La quantification présentée n'a été réalisée qu'en concentration. Il est demandé que l'exploitant complète ses données en associant pour chaque concentration de PFAS mesurée les flux correspondants.</p> <p>Cette mise à jour est à transmettre sous un délai d'un mois.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Etude sur la réduction des niveaux d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2024, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Etude sur la réduction des niveaux d'émission
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le tiers-demandeur remet à l'inspection des installations classées, au plus tard le 1er janvier 2026, une étude technico-économique afin de déterminer une technologie ou une combinaison de technologie à mettre en œuvre afin de traiter les PFAS présents dans les lixiviats. Cette étude</p>

<p>technico-économique est accompagnée d'un plan d'action et d'un calendrier détaillé de mise en œuvre afin d'atteindre, avant le 1er janvier 2027, le respect des valeurs limites en concentrations fixées à l'article 5 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une revue des technologies existantes et nouvelles pour éliminer le TFA de l'eau a été réalisée par le tiers demandeur. Deux types de traitements ont été mis à l'essai in situ sur la base des lixiviats en sortie de l'ultrafiltration : osmose inverse et résine échangeuse d'ions. Des essais laboratoire de destruction catalytique ont également été conduits.</p> <p>Le rapport des pilotes est attendu pour la fin du mois. Les premiers résultats montrent des performances qui permettent d'atteindre les objectifs en concentration fixés par l'arrêté préfectoral.</p> <p>L'étude technico-économique doit être rendue en fin d'année conformément à l'échéancier imposé par l'arrêté préfectoral.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le tiers demandeur fera parvenir une synthèse des résultats des pilotes testés une fois qu'il disposera du rapport de la phase pilote réalisée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Travaux de réhabilitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2023, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Avancement des travaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les travaux de réhabilitation sont terminés au plus tard le 31 août 2026.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le tiers demandeur a présenté la mise à jour du planning de réalisation des travaux dont les grandes étapes sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - renforcement de la digue Sud entre septembre 2025 et janvier 2026 - couverture étanche du bassin B2 entre septembre 2025 et mars 2026 - remodelage du bassin DIB entre septembre 2025 et février 2026 - couverture étanche du bassin DIB entre mars 2026 et mai 2026
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>